HAL
open science

Centre de recherches politiques Raymond Aron

Rapport Hcéres

To cite this version:

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. Centre de recherches politiques Raymond Aron. 2009, École des hautes études en sciences sociales - EHESS. hceres-02031066

HAL Id: hceres-02031066

https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02031066

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport d'évaluation

Unité de recherche :

Centre de Recherches Sociologiques et Politiques Raymond Aron (intitulé provisoire) de l'EHESS

Avril 2009

agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport d'évaluation

Unité de recherche :

Centre de Recherches Sociologiques et Politiques Raymond Aron (intitulé provisoire)

de l'EHESS

Le Président de l'AERES	Section des unités de recherche
	Le Directeur
Jean-François Dhainaut	**Pierre Glorieux**

Avril 2009

Rapport d'évaluation

L'Unité de recherche :

Nom de l'unité : Centre de Recherches Sociologiques et Politiques Raymond Aron (intitulé provisoire)

Label demandé : UMR

N° si renouvellement : 8036

Nom du directeur : Philippe URFALINO

Université ou école principale :

Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Autres établissements et organismes de rattachement :

CNRS

Date(s) de la visite :

30 avril 2009

Membres du comité d'évaluation

Président :

M. Jacques COMMAILLE, chercheur à l'Institut des sciences sociales du politique

Experts :

Mme Wanda CAPELLER, Institut d'Etudes Politiques de Toulouse

M. Luc Van CAMPENHOUDT, Facultés Universitaires Saint-Louis, Bruxelles

M. Alexis KELLER, Université de Genève

M. Philippe PORTIER, Ecole Pratique des Hautes Etudes

* Mme Astrid von Busekist, Institut d'Etudes Politiques de Paris, qui avait accepté d'être membre de ce comité de visite, n'a pu, pour des raisons familiales impératives, être présente le jour de la visite.

Expert(s) représentant des comités d'évaluation des personnels (CNU, CoNRS, CSS INSERM, représentant INRA, INRIA, IRD.....) :

M. Jean-Philippe HEURTIN

Observateurs

Délégué scientifique de l'AERES :

M. Pierre MULLER

Représentant de l'université ou école, établissement principal :

M.Yves CHEVRIER, directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, représentant François WEIL, Président de l'Ecole des Hautes Etudes en Science Sociales

Représentant(s) des organismes tutelles de l'unité : /

Rapport d'évaluation

1 • Présentation succincte de l'unité

Le Centre de Recherches Sociologiques et Politiques Raymond Aron est le résultat de la fusion du CESTA et du Centre de recherches politiques Raymond Aron. Le futur centre sera composé de neuf chercheurs CNRS et sept membres de l'EHESS (tous publiants) auxquels il convient d'ajouter 6 enseignants chercheurs hors EHESS et 27 doctorants. L'unité comprend également cinq ingénieurs d'études CNRS ou EHESS. Le nombre de titulaires d'une HDR est de 11 et 2 membres sont titulaires d'une PEDR. 29 thèses ont été soutenues.

2 • Déroulement de l'évaluation

Lors de la première séquence de la journée, le comité d'experts a entendu conjointement le directeur du CESTA et le directeur du CRPRA. L'objectif était alors moins de présenter les activités de chacune de ces unités, ce qui sera fait lors de séquences ultérieures, que de justifier la perspective de leur fusion (voir *infra*). Ce n'est qu'au cours de la séquence suivante que le directeur du CESTA a exposé les grandes lignes de l'activité et de la politique scientifique de l'unité, cette présentation étant complétée par celle de quatre membres du laboratoire choisis pour présenter l'axe dont ils sont responsables. A la suite, le directeur du CRPRA a exposé les grandes lignes de l'activité et de la politique scientifique de l'unité, cette présentation étant complétée par des interventions portant sur certains aspects de la politique de l'unité notamment en matière de relations internationales ou de documentation.

Une autre séquence sera consacrée dans la journée à un échange avec les ITA à la fois du CESTA et du CRPRA.

Un temps sera également réservé pour un échange avec les doctorants des deux unités.

3 • Analyse globale de l'unité, de son évolution et de son positionnement local, régional et européen

3.1 Le **centre de sociologie des arts** a connu progressivement un élargissement de ses domaines de compétence officialisé par le changement d'intitulé du laboratoire et favorisé par la compétence acquise dans le domaine des professions artistiques et le développement d'un programme de socio-économie des marchés du travail artistique. Une telle évolution a offert l'opportunité d'approches sur les marchés du travail non artistique ou sur d'autres formes de professionnalisation comme celle concernant le sport de haut niveau. A cet élargissement s'est ajoutée la mise en place d'un pôle de recherche sur le politique.

Dans le cadre de la nouvelle politique du CNRS vers une plus grande concentration des unités, le CESTA s'est associé au début du contrat quadriennal en cours d'achèvement (2005-2008) avec deux autres UMR de sociologie au sein de l'Institut Marcel Mauss, UMR 8178, prenant la forme d'une structure fédérative dans laquelle le CESTA a préservé son autonomie scientifique et financière.

Eu égard à la qualité de ses travaux dans les divers domaines de recherche qu'il a investi, le CESTA bénéficie d'une image forte au sein de l'EHESS et jouit d'une autorité scientifique incontestée au plan national et international.

3.2 **Le centre de recherches politiques Raymond Aron** est né d'échanges et de rencontres personnelles autour de François Furet, ce qui explique un processus de constitution et de développement de l'unité sur le mode des affinités entre ses membres. La préoccupation commune a été de travailler la question du « couple » totalitarisme et démocratie dans une perspective tocquevillienne. La réflexion développée est particulièrement consacrée à la définition du politique, du politique comme lieu de mise en forme et de mise en scène du politique. L'ambition est d'établir une « généalogie de la politique moderne », « de faire de l'objet politique un thème transversal et global de recherches », par conséquent, dans une perspective fortement interdisciplinaire. Cette spécialisation explique notamment que ce centre ait été le fédérateur de la mention « Etudes politiques » à l'EHESS dans le cadre de la mise en place de la réforme LMD en 2004 et que, plus largement, compte tenu de la notoriété de ses membres, il jouisse d'un réel prestige au plan national et international.

4 • Analyse équipe par équipe et par projet

4.1. L'élargissement progressif des centres d'intérêt du CESTA a abouti à la mise en place de trois grands axes de recherche structurés de la façon suivante :

Un axe de recherche « Marchés du travail, travail et professions » lui-même subdivisé en « Marché du travail et carrières » (« Les marchés du travail artistique », les « Formes atypiques d'emploi, marchés précaires et risques »), en « Le travail » (« Sociologie de la performance sportive », « Les avatars du travail ») et en « Sociologie des professions (« Les professions face à la pression des Etats et des marchés », « Pour une inflexion de la sociologie des professions »).

Un axe de recherche « Arts et esthétique : les limites de l'autonomie de l'art » lui-même subdivisé en « Sociologie de l'art », en « Arts et techniques à la Renaissance et aujourd'hui », et en « Réévaluation de l'esthétique ».

Un axe de recherche « Régime, institutions et mécanismes politiques » lui-même subdivisé en « Régime politique et démocratie représentative », « Décision collective et délibération », « Le contrôle sanitaire étatique dans le secteur pharmaceutique » (« Conflits et organisations des intérêts dans la production de la connaissance médicale » et « Le problème de l'autorité épistémique des agences du médicament : les alertes pharmaceutiques dans un contexte d'internationalisation »).

4.2. Les activités du CRPRA sont organisées autour de quatre grands thèmes :

- Philosophie morale et politique
- Les fondements historiques et philosophiques de la démocratie moderne
- Histoire politique XVIIIe-XXe siècle
- Histoire politique et culturelle de la philosophie moderne

5 • Analyse de la vie de l'unité

5.1. Le CESTA organise un séminaire interne mensuel pour l'ensemble de ses membres y compris ses doctorants auquel s'ajoute une réunion mensuelle informelle. Il a par ailleurs assuré seul ou avec d'autres partenaires institutionnels la tenue de onze journées d'études.

L'unité n'a pas mis en place de conseil de laboratoire mais deux assemblées générales ont lieu chaque année.

5.2. La vie collective du CRPRA apparaît faiblement institutionnalisée. Les doctorants animent un séminaire mensuel et organisent chaque année une journée d'études.

L'unité n'a pas mis en place de conseil de laboratoire.

6 • Conclusions

6.1. Bilan du CESTA

— Points forts de l'unité :

- L'activité du CESTA est caractérisée par ses travaux nombreux, originaux, importants dans des domaines que les chercheurs de l'unité sont les seuls à explorer en France à ce niveau d'excellence comme en témoignent à la fois les recherches en sociologie de l'art et des marchés du travail artistique, en sociologie des professions, dans le domaine de l'esthétique, dans celui de la délibération et de la négociation, toutes remarquablement en phase avec des travaux et des auteurs parmi les plus reconnus au plan international et affichant en général une remarquable combinaison entre épaisseur théorique et rigueur méthodologique.
- Cette activité, riche ainsi de travaux individuels, est aussi marquée par de forts engagements collectifs favorisés par une excellente animation collective au niveau de chaque axe.
- Le souci d'internationalisation se manifeste par l'importance des échanges, une proportion non négligeable de publications en langues étrangères, un effort particulier porté sur la traduction.
- Le débouché de plusieurs recherches sur une activité d'expertise mérite d'autant plus d'être souligné que cette activité s'accompagne d'un fort respect des exigences de la démarche de recherche.
- L'implication des chercheurs de l'unité dans une activité d'enseignement est forte.
- Malgré des conditions matérielles qui ne sont pas satisfaisantes, la volonté d'insertion des doctorants dans le laboratoire est manifeste. Elle s'illustre par une politique active de recherche de financement des thèses. Toutefois les conditions matérielles et la proportion relativement faible d'allocations expliquent probablement une certaine insatisfaction manifestée par les doctorants eux-mêmes.
- L'activité des ITA et leur insertion dans le collectif sont tout à fait positives.

— Points faibles :

- Les possibilités de transversalisation entre les axes constituant le programme de recherche de l'unité ne sont pas toujours évidentes. Chaque axe est fondé sur une discipline dominante (sociologie, philosophie, philosophie politique…) jusqu'à donner parfois l'impression d'une juxtaposition de laboratoires à laquelle il n'est pas sûr que les dispositifs d'échanges actuels suffisent à remédier pour assurer de plus grandes convergences, pour se confronter aux conflits théoriques, pour dégager effectivement des transversalités susceptibles d'offrir une forte identité commune. De ce point de vue, le pôle « Politique » du CESTA, caractérisé en soi par l'excellence, n'apparaît pas encore parfaitement articulé avec les autres axes. Or cette articulation devrait constituer un enjeu important dans la perspective de la fusion avec le CRPRA (voir *infra* la partie du rapport consacrée au projet de fusion).

6.2. Bilan du Centre de recherches politiques Raymond Aron

— Points forts de l'unité :

- Quelques-unes des figures importantes de la pensée française en sciences sociales sont membres de cette unité et contribuent fortement à en assurer la notoriété au plan national et international.
- Le nombre de publications est important et celles-ci sont marquées par leur originalité et leur grande valeur théorique, ce qui assure le niveau d'excellence de cette unité.
- Le lien avec l'enseignement est très fort et l'influence de l'unité dans le pôle « Etudes politiques » de l'EHESS est déterminante.
- L'activité de valorisation est à proportion de la notoriété exceptionnelle de plusieurs des membres de l'unité.

— Points faibles de l'unité :

- Les remarquables individualités qui composent l'unité font sa force mais cette caractéristique l'expose paradoxalement au risque d'un collectif n'existant qu'inspiré principalement par une culture de la recherche individuelle, de telle sorte que s'observe un rayonnement des individualités au détriment du rayonnement collectif. Le modèle dominant qui fonde le mode de structuration de l'activité du laboratoire est en fait celui de la direction d'études de l'EHESS.
- Un telle conception générale de laboratoire a des effets : sur sa gouvernance qui est très faible ; elle a pour conséquence l'absence de modes plus institutionnalisés d'internationalisation et de coopérations entre institutions, d'une mise en œuvre d'une politique de captation de ressources, du développement d'une politique de l'unité pour ce qui concerne l'encadrement, le suivi des doctorants ; enfin, pour ce qui est vital pour l'avenir de l'unité (et qui constitue la raison principale de son projet de fusion avec le CESTA : voir *infra*), c'est-à-dire le renouvellement de ses effectifs, s'observe une absence de stratégie, particulièrement du côté du CNRS, alors que l'unité admet elle-même qu'elle est menacée de « sa disparition démographiquement programmée ».

6.3 Evaluation du projet de fusion

La raison de ce projet de fusion tient d'abord à des raisons de taille critique. Compte tenu de départs à la retraite de trois de ses directeurs d'études EHESS, le CRPRA verrait ses effectifs réduits en 2012 à quatre membres de l'EHESS et trois chercheurs CNRS. Le CESTA lui-même, malgré une augmentation de 50% de ses effectifs n'a pas atteint la taille suffisante pour constituer une UMR à part entière. De plus, la fusion devrait créer une dynamique favorisant le recrutement de jeunes chercheurs et la venue de nouveaux étudiants issus de la sociologie, de la philosophie et de la science politique et intéressés par la question du politique. Enfin, la structure fédérative, l'Institut Marcel Mauss, dans laquelle s'était intégré le CESTA ne répond pas aux attentes qui étaient les siennes au moment de cette intégration.

<u>Les promoteurs de ce projet avancent d'autres raisons non plus institutionnelles mais scientifiques pour justifier la fusion. Parmi celles-ci :</u>

- Les convergences autour de la question du politique, celles-ci renforcées par la diversification des thèmes de recherche et la création d'un axe sur le politique au sein du CESTA.

- L'existence d'affinités et des échanges dont l'effet concret dans la perspective d'une éventuelle fusion a été l'organisation d'une journée d'études en mars 2008 sur « Rhétorique, Politique et Esthétique », une deuxième journée étant programmée sur la question du travail.

- La perspective ouverte d'un renforcement du dialogue interdisciplinaire et d'une plus grande articulation entre philosophie et sciences sociales.

- La mise en place de dispositifs d'échanges et l'organisation d'enseignements communs.

- Le renforcement d'une implication commune dans le master « Etudes politiques » de l'EHESS.

- Le développement des relations avec des membres de l'EHESS dispersés et qui travaillent dans le domaine des études politiques.

A ces arguments se sont ajoutés ceux du représentant du président de l'EHESS, parmi lesquels :

- La perspective d'un renforcement des études sur le politique au sein de l'EHESS, d'un objet « politique » fédérateur pour les études sur le social.

- La possibilité de faire converger deux cultures de recherche telles qu'elles sont portées respectivement par les deux unités.

- Le développement de l'interdisciplinarité.

- L'articulation entre le contemporain et la profondeur historique, entre les spécificités des cheminements occidentaux et modernes et l'émergence d'autres types de rationalité sociale portées par d'autres parties du monde.

Les activités de la nouvelle unité seraient organisées autour de trois grands thèmes transversaux :

- Délibération, rhétorique, esthétique.

- Histoire et philosophie politique. Formes, régimes, institutions.

- Travail, marchés du travail, professions et politiques sociales.

Avis du comité d'experts et recommandations

Le comité d'experts émet un avis favorable pour la fusion des deux unités. Cette fusion lui paraît s'imposer principalement pour des raisons institutionnelles et budgétaires qui font de cette fusion un « mariage de raison » où il doit être fait « de nécessité vertu ».

Toutefois, il est impératif que l'opportunité de cette fusion soit saisie pour que la différence des cultures entre les deux unités soit plus surmontée, que les convergences thématiques et théoriques soient approfondies (les trois grands thèmes transversaux de la nouvelle unité apparaissent comme l'addition de deux thèmes du CESTA et d'un thème du CRPRA) de même que l'objet, le politique, qui fonde l'identité du nouveau centre avec notamment l'étude du politique en référence aux modalités par lesquelles le social se donne à s'incarner.

Toutes les garanties d'une bonne gouvernance semblent être fournies avec le directeur envisagé pour cette nouvelle unité, ce qui devrait favoriser : ces approfondissements souhaitables, la mise en place de dispositifs d'échanges, une politique d'encadrement des doctorants au niveau de l'ensemble de la nouvelle unité, un développement de modes institutionnalisés d'internationalisation de l'activité scientifique, une politique volontariste de recrutement et de renouvellement des effectifs.

La composition actuelle de l'équipe d'ITA, les compétences que cette équipe réunit devraient être un élément important pour la réussite de cette fusion.

Note de l'unité	Qualité scientifique et production	Rayonnement et attractivité, intégration dans l'environnement	Stratégie, gouvernance et vie du laboratoire	Appréciation du projet
A	A	A+	B	B

L'ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
54, boulevard Raspail 75006 Pairs

Réponse à l'évaluation du projet du Centre d'Etudes Sociologiques et Politiques Raymond Aron (Titre provisoire) et des bilans des deux centres, le CESTA et le CRP-RA, dont il résultera par fusion

En réaction au rapport du comité d'experts, qui dans l'ensemble est très positif, nous avons moins des correctifs à apporter que des malentendus à dissiper ou des convictions à préciser.

L'absence de Conseil de laboratoire

Le rapport du comité d'experts note que ni le CESTA, ni le CRP-RA n'ont mis en place de conseil de laboratoire (page 6). Cette absence n'est pas reprochée explicitement, mais l'affirmation du fait, qui est juste, pourrait laisser croire que les deux centres s'en sont abstenus. Précisons que le CESTA, quand il était encore une UMR, et le Centre Aron, qui est toujours UMR, ont selon les règlements du CNRS une taille insuffisante pour établir un conseil de laboratoire. Pour leurs effectifs, l'assemblée générale est estimée être l'instance collective adaptée. Les deux centres ont toujours réuni régulièrement leur AG.

La diversité des axes de recherches

Dans l'évaluation, au demeurant très positive, du bilan du CESTA, le rapport mentionne un seul point faible (page 6) : « Les possibilités de transversalisation entre les axes constituant le programme de recherche de l'unité ne sont pas toujours évidentes ». Chacun des 3 axes semble au comité correspondre à une discipline dominante et lui donne l'impression de constituer un laboratoire s'ajoutant aux deux autres. Le comité ajoute : « il n'est pas sûr que les dispositifs d'échanges actuels suffisent à remédier pour assurer de plus grandes convergences, pour se confronter aux conflits théoriques, pour dégager effectivement des transversalités susceptibles d'offrir une forte identité commune ».

Ces observations appellent trois remarques, la première est factuelle et les deux autres relèvent de la politique scientifique :

A – le comité néglige le fait, mais notre présentation lors de la journée de visite en est sans doute en partie responsable, que les deux principaux axes du CESTA, l'étude socio-économique des marchés du travail et l'axe d'études politiques, qui comprend un volet très important de recherche sur la social-démocratie et l'Etat-providence, ont un lien très puissant et fécond : l'articulation entre marchés du travail, dispositifs assurantiel et Etat-providence.

B – Nous ne voyons pas en quoi de plus grandes convergences faciliteraient la confrontation aux conflits théoriques et nous ne voyons pas non plus en quoi une forte identité commune serait profitable à la qualité de nos recherches. En sociologie, on voit le plus souvent la forte identité théorique commune, après une courte période féconde, se durcir en dogmatisme et les fortes identités thématiques sont tantôt fécondes, tantôt sclérosantes. Nous avons pour notre part constaté que la diversification facilitait l'échange, aiguisait la curiosité et permettait des transferts, au point que nous tenons à une diversité, thématique, théorique et disciplinaire y compris dans le cadre de la fusion avec l'actuel CRP-RA. La diversité, il est vrai dans une certaine limite et avec des incitations à l'échange, est une force non une faiblesse.

C- Il est normal qu'un comité se demande ce qui fait le ciment de la réunion d'individus au sein d'un centre, qui plus est lors d'une fusion entre deux centres. Sur ce point peut-être n'avons-nous pas assez insisté, en évoquant nos affinités, sur les trois points communs aux membres des deux centres :
. L'intérêt porté autant aux problèmes et aux objets qu'aux théories ;
. Le souci d'une articulation entre sciences sociales et philosophie. Ce dialogue est encore trop rare en France où l'idée d'une concurrence ou voire d'une incompatibilité a trop souvent dominé ;
. Le choix de continuer à étudier ce qui n'est pas étudié ailleurs, à la fois piment de la recherche et en partie gage de sa pertinence[1].

Ces trois points communs nous paraissent plus féconds et plus porteurs d'échanges que le partage d'un thème de recherche ou d'une théorie.
L'individuel et le collectif au sein du CRP-RA, du CESTA et au sein du futur centre :
Le rapport du comité mentionne comme point faible de l'actuel Centre de recherches politiques Raymond Aron le fait que le rayonnement des individualités s'observe au détriment du rayonnement collectif : « les remarquables individualités qui composent l'unité font sa force mais cette caractéristique l'expose paradoxalement au risque d'un collectif n'existant qu'inspiré principalement par une culture de la recherche individuelle» (page 7). Cette observation désigne les limites évidentes de la dynamique collective du centre Aron. Mais il convient probablement de veiller à ce que le moyen, en l'occurrence le collectif, ne se substitue pas à la fin, c'est-à-dire la qualité et la pertinence des recherches. Le principal n'est-il pas au bout du compte que les travaux publiés soient excellents, comme le reconnaît au demeurant le comité ?
Cela étant dit, nous pensons aussi que la « gouvernance » importe et il est vrai qu'elle fut volontairement légère au sein du Centre Aron. Sur ce point trois remarques, la première a valeur de correctif, les deux autres relèvent de la politique scientifique pour le futur centre :

A. On ne peut pour le Centre Aron, comme le fait le rapport, établir un rapport de cause à conséquence entre la légèreté de la gouvernance et la faiblesse du suivi des doctorants. En témoignent non seulement les journées organisées pour les doctorants mais aussi surtout le suivi individuel important dont chacun bénéficie de son directeur (il faut faire aussi la part des disciplines, on ne suit pas de la même manière des doctorants philosophes ou historiens et des doctorants sociologues apprenant à manier des méthodes statistiques ce au sein d'un programme de recherche). Le temps que les membres du Centre Aron consacrent aux discussions avec leurs étudiants de doctorat comme de master, afin de les orienter au mieux, ne peut être négligé à ce point.
B. Les activités de recherche du CESTA ont pour partie la forme de programmes de recherche (comprenant la coopération chercheurs-ingénieurs, l'intégration de certaines thèses dans des programmes, une division du travail et l'accumulation raisonnée d'enquêtes). Mais à côté, une grande partie des recherches y sont individuelles. Il en ira de même à l'issue de la fusion avec le centre ARON. Un modèle unique est nuisible, à côté des programmes de recherche, les recherches individuelles sont partout dominantes et nous pensons que c'est à la fois une partie de la réalité des sciences

[1] Un des points forts attribué au CESTA nous semble valoir également pour le centre Aron et sera à coup sûr un ferment du futur centre : « des travaux nombreux, originaux, importants dans des domaines que les chercheurs de l'unité sont les seuls à explorer en France à ce niveau d'excellence ».

sociales et une bonne chose. Et les membres des deux centres pensent pareillement que le meilleur de la recherche en sciences sociales vient des qualités individuelles et que celles-ci sont les conditions premières, bien que non suffisantes, d'un collectif performant.

C. Le fonctionnement collectif du futur centre sera nécessairement plus proche de celui de l'actuel CESTA que de l'actuel Centre Raymond Aron.

Le sens de la fusion

Dans sa conclusion, le rapport du comité émet un avis favorable à la fusion (page 8). Mais il ne met pas l'accent, comme nous sommes enclins à le faire, sur l'enjeu principal de cette fusion : constituer un nouveau pôle d'études politiques[2], plus important et appelé à se développer. Cet enjeu a été affirmé comme l'une des priorités pour l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, tant par le conseil scientifique que la présidence de l'Ecole (précédente et actuelle). Le projet de fusion s'inscrit donc dans un dispositif institutionnel plus large. Tandis que les deux directeurs de chaque centre avaient pris soin de le souligner, cet aspect n'a pas été suffisamment considéré.

Validation par la tutelle EHESS

Date : Le 30 juin 2009 **Signature :**

François Weil, Président de l'Ehess

[2] Les études politiques sont ici entendues dans un sens large, quant aux objets couverts, mais conceptuellement exigeant : elles supposent toutes que la question politique de l'obligation ou de l'être ensemble soit première, ce qui vaut pour les dispositifs assurantiels associés aux marchés du travail comme pour la réflexion sur les régimes politiques ou sur les dispositifs de délibération.